


Banlieues : pas de quartier pour le plan Borloo

Le Monde 24 mai

Le chef de l'Etat s'est démarqué, mardi, du projet formulé il y a un mois par l'ancien ministre centriste

 *Pas de plan banlieues !* Emmanuel Macron l'a martelé, mardi 22 mai, lors d'un événement très attendu, à l'Elysée, baptisé " La France, une chance pour chacun ". Près de 600 personnes (élus, associations, habitants des quartiers populaires, entrepreneurs, hauts fonctionnaires...) s'y sont pressées, dont la quasi-totalité du gouvernement.

Avec ces quelques mots, le président de la République a voulu reprendre la main face aux nombreuses marques de soutien en faveur du rapport " Vivre ensemble, vivre en grand, pour une réconciliation nationale " remis au premier ministre, Edouard Philippe, le 26 avril et piloté par l'ancien ministre de la ville de Jacques Chirac, le centriste Jean-Louis Borloo.

Après avoir annoncé qu'il ne ferait pas de discours et qu'il serait bref, le chef de l'Etat a parlé pendant une heure trente, le temps nécessaire pour se prêter à un exercice d'équilibriste : comment éconduire Jean-Louis Borloo sans humilier la banlieue et sans décevoir les acteurs de terrain.

" Mâles blancs "

" Quelque part ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs - lui-même et M. Borloo - , ne vivant pas dans ces quartiers, s'échangent l'un un rapport et l'autre disant "on m'a remis un plan, je l'ai découvert." C'est pas vrai, ça ne marche plus comme ça ", a lancé le président, dénonçant une *" stratégie aussi âgée que lui "*. Un vieux monde avec lequel il veut rompre, en somme. Y compris sur la forme : une allocution en mode " stand up " et en perpétuel mouvement.

Agacé par la place que l'ancien ministre de la ville a prise dans le débat ces dernières semaines, Emmanuel Macron a remercié du bout des lèvres celui qu'il avait appelé à la rescousse six mois plus tôt pour calmer la colère des élus de banlieue et des associations, très remontés par les coupes budgétaires de 2017 et le gel des emplois aidés. *" Nous n'étions pas du tout prévus à l'agenda du président – les quartiers populaires ne l'étaient pas –, on s'est imposés, et quand on s'impose, on énerve "*, analyse Gilles Leproust, maire communiste d'Allonnes (Sarthe).

Le chef de l'Etat a plaidé pour un changement de *" philosophie "*, pour *" une méthode et un rythme différents "*. Il a déclaré vouloir s'inscrire dans une grande *" politique d'émancipation et de dignité "* qu'il souhaite *" co-construire "*. En langage macronien, on appelle ça le *" bottom up "* ; en langage clair, cela signifie que le président veut en finir avec les solutions imposées d'en haut (par l'Etat) pour promouvoir les expérimentations réussies imaginées d'en bas (par les acteurs de terrain).

M. Macron ne voulait pas d'un *" énième plan Marshall "* mais des propositions susceptibles de *" inspirer "*, avait récemment fait savoir l'Elysée. Mission accomplie pour deux " programmes " emblématiques du rapport Borloo qui ne concernent pas seulement les quartiers populaires mais tous les territoires délaissés : ruraux, outre-mer, villes moyennes...

Si le chef de l'Etat n'est, a priori, pas favorable à la création d'une " cour d'équité territoriale " – une juridiction qui serait chargée de sanctionner l'inaction des administrations –, comme le préconise M. Borloo, il s'est dit ouvert à la mise en place d'une " *instance de recours et de transparence* " dans laquelle " *le Parlement devrait avoir un rôle important à jouer* ". L'objectif : évaluer et contrôler la mise en œuvre des politiques publiques. Les détails sont à l'étude. Rendez-vous en juillet.

" Bonne idée "

Même report de calendrier -concernant la " Fondation pour la qualité urbaine et rurale " : " *une bonne idée* ", selon M. Macron, mais qu'il veut voir se concrétiser sous une forme différente. Pas question de dissoudre l'Agence pour la rénovation urbaine (ANRU) dans une entité plus vaste ; le président imagine plutôt la création, en parallèle, d'" *un opérateur de rattrapage qui mobiliserait tous les acteurs privés et publics* " lorsqu'un territoire manquerait " *d'équipements publics* ". Cet " *opérateur* " agirait au sein de la future Agence nationale de cohésion des territoires, dont on ne connaît encore ni les statuts ni les missions.

Après avoir longuement égrené les actions engagées depuis le -début de son quinquennat (police de sécurité du quotidien, dé-doublingement des classes de CP, -apprentissage, création de 30 000 places de crèche...), le président de la République a promis 30 000 stages en entreprise pour les élèves de troisième, réservés aux adolescents des quartiers populaires. Il a déclaré vouloir en -finir avec un système où les structures associatives sont " *obligées de mendier pour les appels à -projets* ".

Il en a également appelé à la bonne volonté des cent vingt plus grandes entreprises françaises (SBF120), sommées de " *prendre leur part* " dans la lutte contre les discriminations. Des " *testings* " (tests anonymes mettant au jour les pratiques d'embauche) seront effectués, au rythme de quarante par an pendant trois ans. Il a par ailleurs annoncé qu'il finaliserait " *d'ici à juillet un plan de lutte contre le trafic de drogue* ".

" Stand up "

Pour certains, le chef de l'Etat a tout simplement enterré les propositions de M. Borloo. " *Macron vient de liquider le plan Borloo dans un long stand up d'un président des riches* ", a tweeté Luc Carvounas, député socialiste du Val-de-Marne. Dans un communiqué, le président (PS) du département de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, dénonce " *un plan com* ". M. Macron " *laisse les quartiers en plan* ", écrit-il. Le patron du parti Les Républicains (LR), Laurent Wauquiez, a critiqué de son côté une " *politique spectacle* ", sans " *rien derrière* ".

Pour d'autres, il s'agit d'une version allégée. " *La quasi-totalité des thèmes abordés par le rapport Borloo l'ont été par le président Macron, même si on s'attendait à quelque chose de plus opérationnel*, retient Guillaume Delbar, maire (ex-LR) de Roubaix (Nord). *Mais pour la case budgétaire, c'est rendez-vous en juillet.* " " *C'est un genre de plan banlieues qui n'en est pas un tout en en étant un mais sans -financement* ", ironise Colombe Brossel, adjointe (PS) à la maire de Paris chargée notamment de la sécurité et de la politique de la ville.

M. Borloo s'est déclaré très satisfait des annonces du président, estimant que " *tous les sujets du rapport ont été cochés* ". Emmanuel Macron a promis de faire un point d'étape tous les deux mois. On verra si l'ancien ministre aura son mot à dire.

Louise Couvelaire, et Cédric Pietralunga

